

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

QUAND ON VEUT VIVRE ENSEMBLE, THOUET POSSIBLE !

Échec patent de notre société, le vivre ensemble est en régression même en zone rurale. Sauf lorsque les habitants et les institutions refusent la fatalité de la défiance pour prôner la relation à l'autre, comme dans la commune de Montreuil-Bellay dans le Maine-et-Loire.

PAR EMMANUEL MAISTRE

Un 18 avril, comme en plein mois de juillet. Ce jour-là, la petite cité du quartier de la Herse résonne d'une humeur estivale, cris d'enfants et brouhahas des conversations s'envolent au soleil encore pâle de ce début de printemps. Dressée sous une tonnelle, une table de banquet accueille les Montreuillais qui partagent un repas composé des plats cuisinés par chacun... C'est l'inauguration du tout nouveau square Lacaze et de son aire de jeux "Le parc du soleil". Tous rassemblés pour un samedi de partage, les habitants fêtent moins le nouvel équipement de Montreuil-Bellay, qu'une coopération citoyenne réussie. "Ce sont les habitants eux-mêmes qui ont fait part du besoin d'un espace de jeux pour les enfants, et qui ont travaillé au choix du lieu. Ils sont même allés jusqu'à dessiner le square tel qu'ils l'imaginaient", témoigne Véronique Moreau. "Une fois le square implanté, les habitants se sont attelés aux questions de règlement et d'entretien du lieu",



complète la coordinatrice du réseau "Thouet Possible" au sein du Centre socioculturel Roland Charrier. Une démarche participative qui n'est pas isolée, mais qui au contraire s'inscrit dans un processus global amorcé dès 2002.

SE DONNER LE TEMPS

Cette année-là, le CCAS et les travailleurs sociaux de la circonscription d'action sociale du département s'étonnent du faible taux de fréquentation des équipements sociaux par les familles monoparentales. Un

diagnostic auprès de ces publics fait apparaître qu'elles connaissent les services offerts mais ne les utilisent pas. Le CCAS en lien avec le conseil général, la MSA et le bailleur social Habitat 49 se réunissent alors pour trouver des solutions afin d'impliquer les jeunes mères. Très vite l'idée d'étendre la démarche à tous les habitants émerge. Élus et professionnels vont à la rencontre d'autres communes ayant usé du développement social local (DSL) pour revitaliser leur vie sociale. À leur retour, joignant à leur groupe des habitants, ils se forment à la méthodologie. De cette formation va naître le réseau "Thouet Possible" – du nom de la rivière qui scinde en deux la commune – qui a pour première mission d'organiser en 2005 les Ateliers de l'avenir. Deux jours durant lesquels les Montreuillais sont invités à venir échanger avec les professionnels et les élus pour identifier les besoins et les envies et s'organiser pour construire les projets ensemble. À l'issue, une trentaine d'habitants relais compose quatre groupes d'action. Dans chaque groupe, s'impliquent aussi un élu et un professionnel issu du centre social, de la MSA ou encore du conseil général... Une charte du réseau "Thouet Possible" est signée par les dix partenaires institutionnels parmi lesquels la municipalité et son CCAS, le

centre socioculturel mais aussi le conseil général, la MSA, le bailleur social, la CPAM, la mission locale, l'ADMR ou encore la maison de l'information sur la formation et l'emploi (Mife). Un journal, "Le Petit Rapporteur", est lancé pour rendre compte des actions initiées et inciter la population à rejoindre les groupes.

UNE RUCHE D'INITIATIVES

Très vite, les projets ne tardent pas à naître. Le groupe "Environnement nature" dont l'objet est de "Promouvoir la circulation des cyclistes, des piétons et des personnes à mobilité réduite", recense régulièrement les passages difficiles pour les jeunes mamans et les handicapés moteurs. Une proposition est faite à la municipalité de rabaisser certains trottoirs voire les abattre... C'est aujourd'hui chose faite. Fin 2007, un groupe "Jeunes" se met en place qui réunit une dizaine de jeunes filles et garçons âgés de 16 à 25 ans. "Ils travaillent sur des problématiques liées à la jeunesse locale et souhaitent, entre autres, monter un projet autour d'une liberté de la pratique sportive dans le quartier. Ils élaborent ensemble un projet d'implantation d'une structure multi-sport au sein du quartier de la Herse. À ce jour, le projet est prêt à être présenté au conseil municipal de la ville", détaille Rose-



© Ville de Montreuil-Bellay

Marie Bazile, éducatrice de prévention au conseil général de Maine-et-Loire. La même année, un groupe "Expressions et convivialités" est créé et entreprend de raconter l'histoire du bourg. Il organise une exposition pour partager l'histoire locale au centre culturel, mais aussi dans l'une des écoles de Montreuil et au sein de la maison de retraite...

DU DSL AU VIVRE ENSEMBLE

"Le résultat est étonnant. Dans le quartier les gens se disent plus facilement bonjour, bonsoir ! L'aire de jeux est devenue un lieu fédérateur où se retrouve beaucoup de monde d'horizons différents", se réjouit Laurent Nouhaud, assistant social à la circonscription. En 2010, "Thouet Possible" fêtera son 5^{ème} anniversaire et une nouvelle convention de développement social local signée par tous les partenaires les engage jusqu'en 2012. "Aujourd'hui, le challenge porte sur la mobilisation des individus sur le long terme, en amenant les groupes à une autonomie complète", précise Véronique Moreau. Une formation-action devrait être proposée pour accompagner les acteurs vers cette nouvelle étape. Et faire que le DSL devienne si naturel qu'il ne serve plus à rien de s'y référer.



© Ville de Montreuil-Bellay

CONTACT

Centre socioculturel Roland Charrier :
02 41 52 38 99

EN BREF

EMPLOI : LOINTAINE SORTIE DE CRISE

SELON UNE ÉTUDE DE L'APEC, les embauches de cadres qui avaient déjà baissé de 28% en 2009, vont encore baisser de 4 à 10% en 2010. Tous les secteurs sont concernés : industrie, construction, commerce (entre - 20% et - 6% selon les cas), et, dans une moindre mesure, les entreprises de services (entre -8% et +1%). Au total les entreprises ont prévu de recruter autour de 130 000 cadres et parmi eux 23 000 jeunes diplômés seulement, alors qu'ils seront 120 000 sur le marché du travail.

CAUTIONS LOCATIVES : GARE AUX ABUS

UN BAILLEUR SUR TROIS ne rembourserait pas le dépôt de garantie à ses locataires qui, pour mémoire, est fixé légalement à un mois de loyer hors charges. Selon la confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV), les sommes prélevées sur la caution ne seraient pas justifiées dans 10% des cas, et les pièces justificatives produites par les bailleurs, quand ils en produisent, seraient trop souvent limitées à un simple et invérifiable devis.

RADIO CITRON : UN ZESTE DE DIFFÉRENCE

CE N'EST PAS SANS HUMOUR que Radio citron a choisi son slogan : la première radio sans pépin. Destinée au grand public, cette radio internet lancée fin janvier, est gérée par l'association "L'élan retrouvé" et animée par des personnes souffrant de maladies psychiques. Les animateurs qui viennent de divers établissements de soins parisiens s'expriment durant 2 à 3 heures sur leur rapport à la société, faisant ainsi entendre la voix de ceux que d'habitude on n'entend pas.

600 000 ENFANTS VICTIMES DU MAL-LOGEMENT

SELON LE RAPPORT 2010 SUR LE MAL-LOGEMENT de la fondation Abbé Pierre, la France compte 3,5 millions de non logés ou de mal logés dont 600 000 sont des enfants, avec des conséquences dramatiques pour leur santé, leur scolarité et leur intégration sociale. À ceux-là s'ajoutent 6,5 millions de personnes fragiles susceptibles de basculer dans le mal-logement en cas d'éclatement de la famille ou de perte d'emploi. Soit au total 10 millions de Français menacés par la crise du logement.